

Dans ce numéro:

Projet Euromountains.net	1
Signification des services pour les zones de montagne	2
Partenaires engagés	2
Quels services	3
Méthodologie et principales étapes d'étude	3
La qualité des services en montagne : une conception de la qualité coïncidant avec l'idée de durabilité - Référentiel de macro-indicateurs	4
Comparaison des zones d'étude : les montagnes	5
Les points négatifs et quelques pistes pour y remédier	6
Conclusion : quelques remarques sur la relation entre services et développement local durable	7
La visite d'étude dans la région de Palencia, Espagne, le 11-12 mai 2005	8
Visite d'étude dans la région de Turin, le 11-13 avril 2005	10
Projet d'Euromontana sur le développement et attractivité de zones rurales	11
Projet Pusemor Interreg IIIB	11
Les événements d'Euromountains.net à venir et les partenaires du projet	12

"Améliorer les services de façon durable pour les zones de montagne"
Premier thème d'étude du projet

Projet Euromountains.net

Les régions de montagne devant faire face à des handicaps économiques liés à leurs situations géographiques et environnementales ont dû à travers l'Europe innover en développant des stratégies diverses pour compenser ces difficultés. Euromountains.net est un projet de réseau sur les régions de montagne européenne afin de promouvoir le développement durable.

Co- financé par le pro-

gramme Interreg IIIC SUD, le projet implique 14 partenaires de 6 pays (Ecosse, Espagne, France, Italie, Norvège et Portugal). Commenant avec les expériences des partenaires du projet, le but du projet est l'identification des modèles de gestion territoriale dans des zones de montagne et des facteurs transférables à travers 3 thèmes:

- 1/ L'amélioration des services en zone de montagne
- 2/ Le rôles des autorités territoriales dans le développement et la promotion des ressources et des

produits de montagne de qualité ;
3/ La défense et la gestion des zones rurales, paysages et ressources naturelles fragiles en montagne.

La Conférence finale du projet rassemblera tous les trois thèmes afin de discuter, faire de recommandations et de conclusions sous le titre: "creating success together".



Importance des services pour les zones de montagne

Les services sont cruciaux pour les zones de montagnes, pour leur permettre de rester 'vivantes'. Dans le cercle vicieux des désertifications de certaines de nos montagnes, les services deviennent inabordables lorsque la population diminue. Avec la disparition des écoles, des centres de santé, de loisirs et des centres pour les personnes âgées, de moins en moins de personnes sont capables de rester vivre en montagne.

Des services adaptés sont une condition indispensable pour le maintien de zones de montagne habitées, sachant que ces zones habitées garantissent la conservation de nos paysages culturels, de nos différentes cultures et des biens publics fournis par les zones de montagne.

L'Union Européenne promeut la cohésion territoriale et par conséquent, l'universalité de la mise à disposition des services est une des pierres angulaires de sa politique. Cependant, les acteurs montagnards ne veulent pas rester passifs et attendre que l'on s'occupe d'eux. Ils veulent prendre l'initiative de l'accessibilité des services en montagne et chercher des façons innovantes qui résoudront les difficultés de l'égalité d'accès aux services, même dans les zones les plus reculées d'Europe.

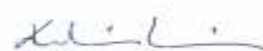
Le projet Euromountains.net cherche à obtenir des éléments de comparaison de l'état des services en zones de montagnes et identifier quelques pistes pour son amélioration.

Dans cette brève présentation de l'étude que nous

appelons « Thème 1 d'Euro-mountains.net », vous trouverez des informations sur la méthodologie appliquée, quelques indications sur des solutions et des premières conclusions en plus de descriptions de quelques activités du projet.

Pour plus d'informations, nous vous invitons à télécharger le rapport de **synthèse du thème 1** sur www.euromountains.net et de regarder les rapports d'études régionaux.

Nous vous invitons également à participer à la **Conférence finale du projet Euromountains.net, les 8-9 mars 2007 à Turin, Italie**, afin de continuer la discussion.



Kristiina Urpalainen, Euro-montana

Partenaires engagés

Les partenaires de la présente étude sont les provinces de Turin et de Trento et les Régions du val D'Aoste et de Lombardie en Italie, les Députations provinciales de Cordoue et de Palencia en Espagne, quatre Comtés norvégiens de Téliemark, Oppland, Buskerud et Sogn og Fjordane, la Région des Highlands en Ecosse, la Région d'Alto Tamega au Portugal et la Région Rhône-Alpes en France.

Chaque thème d'étude a son propre coordina-

teur scientifique. Pour le Thème 1, c'est la province italienne de Turin qui a assumé ce rôle de chef de file. L'étude en tant que telle a été menée par le groupe consultatif Consorzio Pracatinat, ci-après dénommé « coordinateur scientifique » ou « groupe de la province de Turin ». Outre son coordinateur, Giovanni BORGARELLO, il se composait de Francesco AGLI, Chiara CASTIGLIONI, Marta PARODI et Giorgio SALZA.



Quels services sont plus particulièrement étudiés ?

Étant donné que le champ d'étude des services est trop large pour être abordé dans sa totalité, le Groupe de travail a choisi d'identifier trois types de services à examiner de plus près dans le cadre de l'étude :

➡ Les services d'infrastructure ;

➡ Les services culturels et récréatifs ;

➡ Les services sanitaires et sociaux.

Les critères de sélection ont été :

1. L'emprise particulière de ces services sur les schémas territoriaux de montagne ;
2. L'intérêt considérable que les représentants des collectivités locales participant au projet portent à ces aspects.



Méthodologie et principales étapes de l'étude

Les objectifs de l'étude sur les services et leur pérennisation en zone de montagne ont été premièrement la recherche d'indicateurs qualitatifs décrivant la qualité des services en zone de montagne, soulignant les spécificités qui distinguent les zones de montagne des zones de plaine ou urbaines et facilitant la comparaison entre zones de montagne.

Deuxièmement, l'identification de points négatifs, de bonnes pratiques et de leurs facteurs de réussite ainsi que de stratégies novatrices de gestion des services publics.

Les recherches sur le thème se sont déroulées de fin 2004 à début 2006 selon une approche à la fois pratique théorique et ont constitué une véritable expé-

rience d'apprentissage pour les partenaires. Les principales étapes de la procédure ont été :

- élaboration de définitions communes ;
- sélection des zones d'étude ;
- choix des services à étudier ;
- première description des filières de services à étudier dans les zones sélectionnées sur la base d'un tableau proposé par le groupe de la province de Turin ;
- choix de macro-indicateurs communs ;
- première définition des référentiels d'indicateurs devant servir à la description des services et de leur mise en œuvre dans les zones d'étude. Echange d'expériences sur les indicateurs et vérification de leur validité (par des Panels de consultation d'acteurs locaux) ;

- comparaison des premiers résultats des études locales lors d'un atelier organisé à Turin le 11 avril 2005 ;
- visites d'étude à Pinerolese, dans le Piémont, en val d'Aoste et à Palencia (consulter les rapports: www.euromountains.net) ;
- rédaction des rapports d'études locales ;
- analyse comparative réalisée par le coordinateur scientifique et rédaction du rapport comparatif ;
- séminaire thématique à Palencia (Espagne), du 14 au 17 juin 2005 ;
- nouvelle collecte de bonnes pratiques et suggestions ;
- rédaction du rapport et des recommandations finales.

La qualité des services en montagne : une conception de la qualité coïncidant avec l'idée de durabilité - Référentiel de macro-indicateurs

Elaborer un référentiel d'indicateurs qualitatifs exige tout d'abord d'adopter une vision commune. Il aurait été impossible de mener des recherches avec 12 partenaires issus de 12 zones différentes par bien des aspects (institutionnels, réglementaires, socioéconomiques, géographiques, culturels, etc.) sans s'accorder au moins sur quelques concepts essentiels. Les partenaires ont en particulier dû expliciter et comparer leurs définitions d'expressions et de termes tels que « zone de montagne », « service public », « durabilité » et « qualité ».

Ensemble, les partenaires ont identifié quelques critères intégrés essentiels à la définition de la qualité des services en montagne. Ces six critères, que nous avons baptisés macro-indicateurs, peuvent également servir à la définition de la durabilité dans le cas des zones de montagne. En d'autres termes, dans l'esprit des partenaires du projet, les concepts de qualité et de durabilité coïncident.

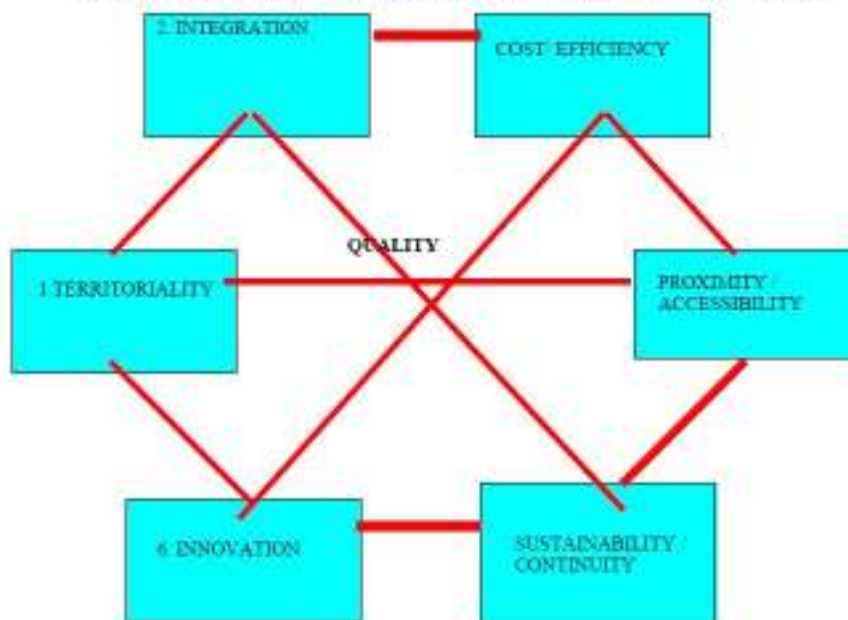
La façon de comprendre ces macro-indicateurs par les partenaires, a été transformée pendant la recherche et devenue plus large et précise. À la finalisation du travail, la signification de chacun peut être décrite comme:

1/ Par « territorialité », nous entendons l'adaptabilité d'un

service donne à une situation, à des spécificités et

• Accessibilité des services – à défaut de proximité – à tra-

Graphic: Criteria that define the quality of the services system in mountain areas



à des ressources locales ainsi qu'à leur développement.

2/ L'intégration est étroitement liée à la participation et par conséquent à la territorialité au-delà de l'innovation (organisationnelle, méthodologique et culturelle, voire technologique). L'innovation est de travailler ensemble pour développer des projets entre des différents acteurs, secteurs, etc.

3/ Le thème des surcoûts en zone de montagne n'a pas été abordé en détail, si ce n'est au travers des exemples.

4/ La définition du macro-indicateur Proximité/ accessibilité compte les points suivants:

vers un système de transport efficace ;

• Assurer l'accessibilité des services grâce à une organisation efficace (ex. : réservations à distance) ;

• Possibilité d'accès informatique ou électronique ainsi qu'à travers l'apprentissage et l'acquisition de compétences et par le biais de modèles opérationnels et organisationnels.

5/ L'innovation est définie par:

• Innovations productives dans le fonctionnement et la gestion de l'activité économique ;

• Les innovations organisationnelles et méthodologiques dans la fourniture/répartition des services ;

• Innovation technologique ;

6/ La durabilité concernant la disposition de sources de financement sûres et pérennes est une nécessité absolue même lorsque la collectivité locale est responsable des coûts et est en mesure de promouvoir des solutions intel-

ligentes qui permettent également de réaliser des économies.

La durabilité concerne également deux autres aspects : d'une part, le caractère cyclique (saisonnier ou autre, lie a

la grande diversité des situations) des besoins et, d'autre part, la présence d'organisations suffisamment stables et reconnues pour appuyer et promouvoir les activités et stratégies de gestion des services.

Comparaison des zones d'étude : les différentes montagnes

Chaque étude locale se compose d'une présentation géographique de la zone étudiée, sorte de carte d'identité territoriale utile pour offrir une vue synthétique des caractéristiques de chaque zone (consultable dans la partie du site www.euromountains.net consacrée aux études locales). L'Annexe 2 propose une synthèse de ces sources – Cartes d'identité des territoires – et compare les territoires au regard d'une série de variables.

La superficie moyenne des zones d'étude choisies est d'environ 4500 km². La plus vaste est la zone d'étude norvégienne (29 363 km²) et la plus petite celle du Val d'Aoste (412 km²). Sur le plan démographique, la population moyenne des zones d'étude atteint quelque 150 000 habitants. Toutefois, cette moyenne cache des différences considérables.

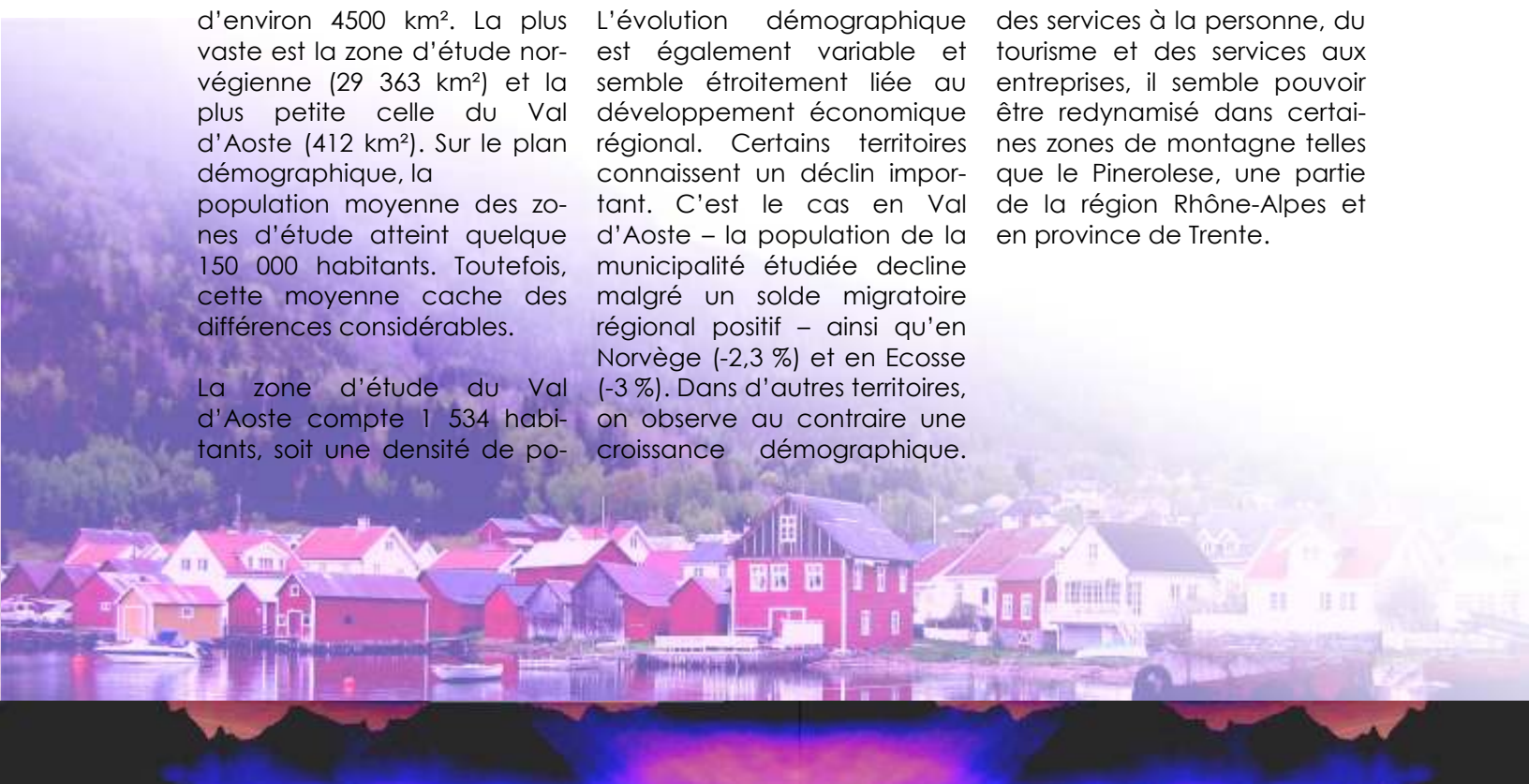
La zone d'étude du Val d'Aoste compte 1 534 habitants, soit une densité de po-

pulation 3,7 hab./km² tandis qu'en région Rhône-Alpes, la population cumulée des deux zones d'étude atteint 226 700 habitants pour une densité de population de 99 hab./km² (des chiffres proches de ceux de la province de Trente : 490 000 habitants, soit 79 hab./km²). Les zones d'étude norvégienne et écossaise (Highlands) sont très intéressantes puisqu'elles présentent une densité de population extrêmement faible sur des zones très vastes (2-3 hab./km² pour la zone norvégienne, 4,3 hab./km² pour les Highlands).

L'évolution démographique est également variable et semble étroitement liée au développement économique régional. Certains territoires connaissent un déclin important. C'est le cas en Val d'Aoste – la population de la municipalité étudiée decline malgré un solde migratoire régional positif – ainsi qu'en Norvège (-2,3 %) et en Ecosse (-3 %). Dans d'autres territoires, on observe au contraire une croissance démographique.

En Italie, c'est le cas de Pinerolese, où le solde migratoire est positif – mais il y a également des territoires en déclin. En ce qui concerne les activités productives des territoires étudiés, le secteur primaire prédomine, confirmant la vocation traditionnellement agricole des territoires de montagne.

La région Rhône-Alpes et le Pinerolese possèdent des activités industrielles désormais obsolètes et en déclin, en ligne avec la tendance générale observée sur ces territoires. Quant au secteur tertiaire des services à la personne, du tourisme et des services aux entreprises, il semble pouvoir être redynamisé dans certaines zones de montagne telles que le Pinerolese, une partie de la région Rhône-Alpes et en province de Trente.



Les points négatifs et quelques pistes pour y remédier

Aucun de ces points négatifs n'est strictement spécifique la montagne. Au contraire, la plupart concernent également la plaine et le milieu urbain. Toutefois, en zone de montagne, elles sont tou-

tes présentes simultanément et exercent une influence particulière sur les conditions de vie. Ainsi, les zones de montagne peuvent être considérées comme autant de laboratoires pour des obstacles

susceptibles de concerner tout le monde et, de ce fait, pertinentes pour tous les systèmes territoriaux, y compris urbains.

Quelques points négatifs et leurs solutions sont:

POINTS NÉGATIFS	SOLUTIONS
• Clivage opérationnel entre les divers acteurs impliqués entraînant l'inefficacité de l'intervention	• Plans visant à mobiliser les opérateurs administratifs et le bénévolat autour d'une méthodologie et d'une organisation communes. Exemples : associations et projets de promotion organisés en cohérence avec le tourisme sur le territoire ; systèmes intégrés de gestion de l'eau.
• Manque de lieux consacrés à la montagne où aborder ses problématiques, promouvoir une culture de recherche et développer les connaissances et les compétences. • Déficit de projets de recherche et pratiques.	• Ouverture de centres de recherche où experts, techniciens et acteurs locaux – qui sortent de leur passivité pour devenir des artisans actifs du développement – peuvent se rencontrer et travailler ensemble. Exemple : • Recherche d'actions porteuses de transformation territoriale à divers niveaux.
• Isolement dû à l'éparpillement de la population et difficulté relative à se déplacer ou à maintenir le contact (altitude, distance). • Absence de modèles de transport adaptés aux conditions de la montagne. • Difficulté d'accès aux services (en particulier pour les seniors).	• Projet et organisation des services à la fois souple et respectueuse des besoins et des spécificités du territoire. Exemple : services de transport à la demande.
• Isolement des jeunes couples, et en particulier des jeunes mamans du fait de mutations familiales et sociétales (enfants uniques, familles monoparentales, peu d'amis, peu de voisins) • Absence de services à la petite enfance.	• Services d'accompagnement des parents dans les centres urbains territoriaux et sous la forme de services en porte-à-porte. Exemple : création de filières associatives de services à la petite enfance.
• Impossibilité pour les personnes âgées de passer l'hiver seules chez elles.	• Centre saisonnier (où les résidents peuvent apporter leurs effets personnels ; création d'une ambiance familiale).
• Entraves physiques limitant l'accès à certaines zones (à cause de l'enneigement hivernal, de l'absence d'infrastructures routières, etc.). Manque d'opportunité de développement d'activités – par exemple touristiques – économiquement rentables destinées au plus grand nombre.	• Transformer les limites en atouts. Exemples : Limitation de l'accès des véhicules à moteur ; développement d'un tourisme de haute qualité.
• La fracture numérique. Les difficultés d'accès aux technologies de l'information et de la communication entravent l'essor de la nouvelle économie et de nouveaux services (téléassistance, formation à distance, télémedecine, etc.) et la réorganisation/modernisation des administrations publiques. Manque de motivation des acteurs économiques à investir en montagne.	• Elaboration de politiques publiques d'accompagnement (du développement des infrastructures, de renforcement des compétences par la formation, de création d'un intérêt économique pour les opérateurs sans remettre en cause la libre concurrence).

Conclusion : quelques remarques sur la relation entre services et développement local durable

1. Les services sont un facteur essentiel de développement territorial.

Si ce constat ne concerne pas seulement les zones de montagne, il est particulièrement prégnant dans leur cas parce que les filières de services permettent de surmonter les obstacles typiques de la montagne.

- Les services accompagnent à la fois la VIE et le TRAVAIL tant des habitants que des organismes territoriaux (on peut par exemple considérer l'importance d'une politique de services de soutien aux parents ou de promotion de l'esprit d'entreprise chez les jeunes) ;

- Elles sont porteuses de COHESION, de CONFIANCE, de COMMUNICATION et sont des instruments permettant d'édifier, de pérenniser et de tisser des LIENS SOCIAUX ;

- Elles produisent des CONNAISSANCES (entre autres – mais pas uniquement – par le biais de l'éducation et de la formation) essentielles à des ressources humaines de qualité supérieure, elles-mêmes condition sine qua non du développement.

- Elles stimulent l'ECONOMIE et l'EMPLOI locaux, activant des ressources en friche – comme c'est le cas par exemple des infrastructures d'information ou des filières locales de transports.

- Elles sont des instruments de GOUVERNANCE : à travers leurs missions et leur fonctionnement, elles suscitent et accompagnent la dynamique territoriale locale. Les services constituent une infrastructure territoriale permettant aux habitants de travailler, de produire et de faire face aux problèmes sociaux.

2. Les surcoûts en zones de montagne imposent de démontrer aux décideurs – qui vivent le plus souvent en milieu urbain – qu'il

faut investir davantage en montagne pour la pérenniser. Il faut que les liens qui unissent la montagne aux autres territoires soient visibles, de même que les liens qui unissent la population, les services environnementaux et les personnes qui les accompagnent.

La montagne n'est pas assez reconnue comme un milieu stratégique ayant besoin d'être desservi.

Accompagner la population montagnarde (c'est-à-dire mettre à sa disposition des services adaptés) exige de prendre en considération la fonction stratégique de la montagne et de pérenniser les services qu'elle offre et qui profitent également à des territoires élargis. Ainsi « ... il serait particulièrement important de trouver le moyen de mesurer les coûts et les conséquences sociaux (ainsi qu'environnementaux et culturels) des politiques de transformation territoriales : l'impact des grands travaux, des plans de développement, des interventions de requalification ou de protection de l'environnement et de soutien à l'emploi et à l'éducation. La clé consiste donc à démontrer et à comptabiliser toutes les dépenses et les revenus induits qui ne sont jamais attribués au secteur concerné ; c'est ce qu'on appelle les « externalités », auxquelles ont attribué généralement une connotation exclusivement environnementale alors qu'elles ont également une signification sociale » [B. Zobel, 2006].

3. Ainsi que le démontrent les recherches d'Euromountains.net, les zones de montagne sont vivantes et créatives, porteuses de solutions et de mécanismes originaux, produisent beaucoup avec pas grand-chose et fonctionnent de leur mieux avec les rares res-

sources dont elles disposent. La montagne peut donc être considérée comme un laboratoire de la durabilité. Cela signifie qu'il conviendrait de lancer des politiques permettant de soutenir cette « aptitude à servir de laboratoire », c'est-à-dire de reconnaître d'une part la véritable valeur ajoutée de la montagne et de l'autre ses coûts réels.

4. Les conditions sine qua non de qualité/durabilité des filières de services sont la territorialité, l'intégration et l'innovation, elles-mêmes porteuses d'accessibilité et de performance. Ces conditions ont toute la pérennité pour préalable. Il incombe aux pouvoirs publics, à tous les niveaux, de promouvoir et de soutenir les ressources et les projets.

5. Tout cela devrait être mis en œuvre selon une approche nouvelle par laquelle les territoires commencent à se comprendre et à agir comme des sujets collectifs capables d'identifier et de poursuivre des objectifs partagés de développement durable.

6. Les relations interterritoriales et interinstitutionnelles doivent se caractériser par une approche novatrice fondée non plus sur la concurrence mais sur la coopération. Les plans socioéconomiques des Communautés de montagne italiennes et les documents de programmation similaires rencontrés ailleurs peuvent être l'occasion, d'une part, d'engager ces échanges et, d'autre part, de rapprocher des situations et des projets politiques différents et de fixer des objectifs qui exigent l'intégration, tels que la promotion de la durabilité, de la santé et du développement.

La visite d'étude dans la région de Palencia, Espagne, le 11-12 mai 2005



Champ de blé



Castilla Canal



Monzon Château

Après avoir souhaité la bienvenue au groupe du Val d'Aosta, l'Assesseur a brièvement exposé la situation de la montagne Palentine, en introduisant quelques thèmes fondamentaux, tels que la présence de nombreux villages aux dimensions très réduites (50-60 habitants) et de nombreuses zones minières, l'existence de plusieurs structures romanes et la volonté de créer des infrastructures pour le ski. Après une visite rapide des salles principales de la Diputación de Palencia, le groupe de travail s'est dirigé vers Aguilar de Campoo. Pendant le trajet, les participants ont pu observer quelques caractéristiques de la zone : les nombreux champs de céréales (essentiellement de blé), les restes romans, le canal de Castilla (datant du XVIII^e siècle et toujours utilisé par plus de 200.000 personnes à des fins civiles et d'irrigation), quelques châteaux (Monzon de Campos, Fuente Stano)...

La première destination a été la Fondation de Santa Maria la Real, qui est une organisation à but non lucratif qui a pour mission de mettre en valeur le patrimoine

culturel, naturel/environnemental et social.

Le premier objectif de la Fondation était de réhabiliter le Monastère de Santa Maria la Real ; pour ce faire, elle s'est appuyée à ce que l'on appelle en Espagne les "Escuelas Taller" (Écoles de Métiers). Les Escuelas Taller sont nées dans le cadre d'un projet du Ministère du Travail qui a donné un emploi à quelque 300.000 jeunes en Espagne et qui finance des projets permettant à de jeunes chômeurs de 16 à 25 ans d'apprendre un métier sous la direction d'un expert : le salaire est bas, mais à la fin du projet les jeunes ont appris un métier monnayable sur le marché de l'emploi.

L'étape suivante était la visite d'une des entreprises nées au terme de l'Escuela Taller qui reproduit en miniature les édifices et les oeuvres les plus célèbres du patrimoine architectural espagnol et européen : églises, cathédrales, palais, sculptures... Il s'agit de reproductions réalisées de façon artisanale et peintes à la main, ce qui en fait des pièces uniques.

Ensuite la délégation du Val D'Aosta a visité le Centre d'interprétation du secteur minier de Barruelo de Santullán.

Ce Musée se trouve dans les anciennes Écoles nationales et il a été conçu essentiellement pour les enfants : cela assure un minimum



Miniature de la ville de Carcassonne (F)

de visiteurs même pendant l'hiver, quand les usagers potentiels ne sont représentés presque que par les élèves des écoles.

Le Musée minier compte plus de 600 m² d'exposition sur trois étages (neuf salles au total). L'approche du premier étage est plus touristique, celle du deuxième plus divulgatrice et celle du troisième légèrement

plus technique, car elle affronte des thèmes tels que la géologie, la pédologie...

Le lendemain la délégation s'est déplacé de Palencia à Cervera de Pisuerga, village de 1800 habitants situé au nord de Palencia, à 1009 mètres d'altitude, au coeur des montagnes Palentines.

Le nom de Cervera dérive pro-

bablement de la grande quantité de cerfs qui peuplent cette zone.

Là la délégation a pu visiter le musée ethnographique. Créé il y a 30 ans dans une maison noble de la fin du XVe siècle, ce musée a été réalisé grâce aux aides financières des organismes suivants : FEOGA, Ministerio Agricultura, Programme Leader



Plus, Municipalité. L'idée de créer ce musée revient à Mme Piedad Islas, suite à une prise de conscience du fait que les gens qui viennent visiter ces montagnes ne gardent aucun

souvenir de la vie d'autrefois ; ce phénomène d'oubli touche également les nouvelles générations... C'est ainsi qu'est né le désir de faire connaître les outils, les vêtements etc. utilisés dans le temps, mais surtout la volonté de conserver une mémoire.



Visite d'étude dans la region de Turin, le 11-13 Avril 2005



Val Germanasca

copyright grafica One G Line Service

La délégation de la Province de Trento est allée au printemps 2005 à la Province de Turin. Le voyage d'étude prévoyait une série de visites près des structures de la Province de Turin pour aborder la gestion des services en montagne; l'expérience a été très positive. Pour la Province de Trento, il a été très important de rencontrer les responsables des Ecomusées parce que depuis quelques années il y a entre les 2 administrations des contacts pour la création d'un projet de réseau entre les écomusées européens.

La visite commence le 11 Avril à Praticanat. Le Consortium Praticanat est né avec la réutilisation d'un bâtiment hospitalier au début du XX siècle. Au cours des

années, Praticanat s'est spécialisé dans la réalisation d'initiatives d'éducation environnementale en créant le laboratoire didactique sur l'environnement.

Le lendemain, le 12 Avril, la visite s'est poursuivie par l'écomusée du "Scopriminiera" dans la Val Germanasca.

Scopriminiera est un exemple d'écomusée consacré aux mines et au travail dans les mines, c'est donc un exemple de services touristiques en zone de montagne. La Communauté montana Vallées Chisone et Germanasca a réalisé un ambitieux projet de conservation et de valorisation du travail des mineurs et des infrastructures minières abandonnées.

Pour les habitants de la Val Ger-

manasca le travail dans les mines a représenté pendant plus d'un siècle la principale source de richesse.

Les parcours d'écomusée sont structurées de façon très satisfaisante, et il sont particulièrement aptes aux écoliers, aux groupes organisés intéressés au tourisme durable fondé sur les traditions et l'histoire locale. Il est aussi possible de visiter une exposition très riche de documentation bibliographique.

MARIA PIA FLAIM
SERVIZIO ATTIVITA' CULTURALI
PROVINCIA AUTONOMA DI
TRENTO.

Copyright © 2004 Consorzio
Pracatinat



Plus d'information sur les services en montagne:

Projet d'Euromontana sur le développement et attractivité des zones rurales, particulièrement des zones de montagne

Euromontana a travaillé sur un projet, cofinancé par le Ministère français de l'agriculture et de la pêche, concernant l'attractivité des territoires ruraux. En 2006, ce projet, s'est concentré sur le thème des services d'intérêt général. Trois types de services ont plus particulièrement été abordés. Il s'agit : des nouvelles techniques de communication; des services postaux et enfin des ser-

vices d'enseignement et de formation.

Le rapport final établit dans un premier temps un état des lieux sur la législation communautaire des services d'intérêt général et sur chacun des trois types de services visés, ainsi que des législations spécifiques de certains états nationaux. La seconde partie se consacre à des descriptions d'expé-

riences innovantes (mesures politiques nationales ou démarches locales).

Personne de contact pour plus d'informations:
Cécile Levret, Euromontana:
cecile.levret@euromontana.org

Rapport bientôt disponible sur www.euromontana.org

Projet Pusemor Interreg IIIB

Le projet PUSEMOR Interreg IIIB a comme objectif les stratégies de développement durable et les solutions innovantes afin d'améliorer la provision des services publics dans les régions de montagne peu peuplées.

Le projet aborde la mobilité: les transports publics et les routes; la santé: les système de santé, le service porte-à-porte, l'attention aux personnes âgées; la jeunesse et les enfants: crèches et écoles; les nouvelles technologies de la communication: internet, télévisions et téléphones portables; et les services de proximité.

Toutes les zones testées dans le projet, de différents pays et régions, font face à des problèmes similaires.

Dans l'éducation, santé et spécialement concernant personnes âgées, les changements démographiques causent des changements dans la demande et la nécessité d'ajuster les infrastructures. Actuellement, les infrastructures et le transport de personnes, biens et données par internet est le majeur défi pour ces zones.

Les premiers résultats ont révélé des tendances similaires dans tous les pays: les bureaux de la poste et des magasins dans les villages qui ferment, pas de préoccupation sur le financement pour maintenir la route et le transport public, les services pu-

blics sont décentralisés dans plusieurs secteurs (police, hôpitaux, écoles). Les initiatives de bus à la demande se multiplient, même si des solutions pour les ordinateurs et les périodes non-scolaires n'ont pas encore été trouvées. Dans la santé, plusieurs régions doivent faire face aux difficultés de trouver de jeunes docteurs en campagne. Souvent, des centres multifonctionnels pour les besoins de tous les jours, comme nourriture, poste, administration communale... ont été établis.

Il y a d'autres exemples de coopération entre municipalités afin de prévenir l'intensification des différences dans les zones testées.

Consultez www.pusemor.net



Événements du projet à venir:

Conférence finale du projet Euromountains.net :

"Création d'un réseau européen des zones de montagnes pour la promotion de l'aménagement durable du territoire".

Les 8 et 9 mars 2007 à Turin, Italie



Equipe éditoriale: Cécile Levret
Kristiina Urpalainen

Eva Izquierdo
Frank Gaskell

Mise en page: Anna Kociolek

Euromontana souhaite adresser ses sincères remerciements à tous les partenaires, intervenants au séminaire et entreprises d'accueil des visites d'étude qui ont contribué activement à la réussite de ce thème d'étude.

Les 14 partenaires du projet Euromountains.net

 Euromontana Association Européenne pour les zones de montagne European Association for mountains areas	 Diputacion de Cordoba Andalucia Spain	 Conseil Regional Rhône Alpes Rhône Alpes France	 Région Autonome Vallée d'Aoste Assessorat de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de la Protection civile Valle d'Aosta Italy	 Istituto di ricerca per l'ecologia e l'economia applicate alle aree alpine Lombardia Italy	 Telemark Fylkeskommune Telemark County Council Norway	 Buskerud Fylkeskommune County Council Buskerud County Council Norway
 AD RAT Associação de Desenvolvimento da Região do Alto Tâmega Alto Tâmega Portugal	 Diputacion de Palencia Castilla y León Spain	 The Highland Council Highlands UK	 Provincia di Torino Assessorato all'Agricoltura e Montagna Piemonte Italy	 Provincia Autonoma di Trento Assessorato alla programmazione ricerca ed innovazione Trentino Italy	 Oppland fylkeskommune Oppland County Council Norway	 Sogn og Fjordane fylkeskommune Sogn og Fjordane County Council Norway

Pour plus d'informations sur le projet, contactez Euromontana:

2, Place du Champ de Mars—B—1050, Brussels
 Phone: +32 2 280 42 83
 Email: info@euromontana.org